CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 72.306/2
du 27 octobre 2022

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif aux professions de technologue orthopédique en aides à la mobilité, de technologue orthopédique en bandagisterie et orthésiologie, de technologue orthopédique en prothésiologie et de technologue orthopédique en technologie de la chaussure'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 72.306/2
van 27 oktober 2022

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de beroepen van orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen, orthopedisch technoloog in de bandagisterie en orthesiologie, orthopedisch technoloog in de prothesiologie en orthopedisch technoloog in de schoentechnologie'

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Le 7 octobre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux professions de technologue orthopédique en aides à la mobilité, de technologue orthopédique en bandagisterie et orthésiologie, de technologue orthopédique en prothésiologie et de technologue orthopédique en technologie de la chaussure'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 octobre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 octobre 2022.

*

Op 7 oktober 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de beroepen van orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen, orthopedisch technoloog in de bandagisterie en orthesiologie, orthopedisch technoloog in de prothesiologie en orthopedisch technoloog in de schoentechnologie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 oktober 2022.

*

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE

Le chapitre 5 contient des mesures transitoires tendant à régler l'octroi de l'agrément pour certaines personnes ayant déjà exercé les professions concernées ou ayant débuté leur formation avant l'entrée en vigueur du projet à l'examen ou tendant, aux conditions précisées, à permettre aux personnes ayant exécuté certaines prestations ou posé certains actes de continuer à les exécuter ou à les poser.

Les communautés sont compétentes depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' pour l'agrément des professions des soins de santé, dans le respect des conditions d'agrément fixées par l'autorité fédérale [1].

La section de législation a exposé ce qui suit à ce sujet dans son avis 69.550/2/VR :

> « En application de l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 7°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980, il revient aux communautés de régler la durée de validité d'un agrément d'une profession des soins de santé, la fixation d'une telle durée étant inhérente à 'l'agrément' des professions des soins de santé, matière pour laquelle les communautés sont compétentes.
>
> Ce constat n'empêche pas que, dans le cadre de sa compétence de déterminer les conditions d'agrément des dites professions, l'autorité fédérale peut adopter des conditions d'agrément différentes en fonction d'un critère temporel, par exemple en prévoyant un agrément provisoire soumis à des conditions d'agrément moins strictes suivi d'un agrément soumis à des conditions plus strictes.

[1] Article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 7°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', inséré par l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 précitée. L'incidence de l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014 quant à la répartition des compétences dans le domaine de la réglementation des professions des soins de santé a fait l'objet de plusieurs avis de la section de législation sur des projets qui lui ont été soumis tant par l'autorité fédérale que par les communautés [voir spécialement l'avis 65.203/VR donné le 25 mars 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 25 avril 2019 'zur Festlegung des Verfahrens zur Zulassung, Registrierung und Anerkennung der Fachkräfte der Gesundheitspflegeberufe und zur Ausstellung des Europäischen Berufsausweises' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65203.pdf) et l'avis 69.550/2/VR donné le 14 juillet 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 novembre 2021 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69550.pdf) et les nombreux avis auxquels ils se réfèrent].

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Il est également envisageable que l'autorité fédérale, à l'occasion de la détermination des conditions d'agrément d'une profession des soins de santé, estime nécessaire de prévoir des mesures transitoires et d'en déterminer la durée avant que s'appliquent les conditions d'agrément liées à la réglementation permanente qu'elle conçoit » [2].

Par conséquent, les dispositions du chapitre 5 relèvent bien de la compétence de l'autorité fédérale, sous réserve de l'observation qui suit.

L'article 20 autorise certaines personnes qui ont effectué certaines prestations ou posé certains actes à continuer à exécuter les mêmes prestations ou poser les mêmes actes dans les mêmes conditions que les praticiens de la profession de technologue orthopédique lorsqu'ils exécutent ces prestations ou posent ces actes, pour autant qu'ils démontrent leur expérience et leur aptitude à les effectuer. La preuve de ces aptitude et expérience doit être rapportée auprès des commissions d'agrément compétentes des entités fédérées au moyen du portfolio visé à l'article 8 de la loi du 22 avril 2019 'relative à la qualité de la pratique des soins de santé'.

Dans son avis 69.550/2/VR précité, la section de législation a à cet égard précisé ce qui suit :

« L'article 7, alinéa 3, énonce que

'[l]a dérogation à l'agrément sur la base des droits acquis est accordée à durée indéterminée uniquement pour les actes et/ou prestations techniques fixés en annexe à l'arrêté ministériel octroyant la dérogation'.

Si cette disposition a bien pour objet de viser la situation dans laquelle l'autorité fédérale autorise certaines personnes qui ont effectué certaines prestations ou posé certains actes à continuer à exécuter les mêmes prestations ou poser les mêmes actes dans les mêmes conditions que les praticiens de la profession paramédicale visée, pour autant qu'ils démontrent leur aptitude à les effectuer (la notion de 'dérogation à l'agrément sur la base des droits acquis' n'étant pas définie dans le texte à l'examen), le projet excède la compétence de la Communauté française. En effet, dès lors que l'autorité fédérale n'impose précisément pas d'agrément dans ce cas (mais une simple notification auprès de l'autorité compétente), il n'appartient par conséquent pas aux communautés de fixer une quelconque durée à cette dispense d'agrément. Les communautés sont en revanche compétentes pour définir les modalités encadrant cette obligation de notification (notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 3, sera rapportée) [3]. L'alinéa 3, tel qu'il est rédigé, sera dès lors omis ».

Il résulte de ce qui précède que l'autorité fédérale n'est pas compétente pour définir la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'article 20 sera rapportée.

[2] Avis n° 69.550/2/VR donné le 14 juillet 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 novembre 2021 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69550.pdf).

[3] *Note de bas de page n° 12 de l'avis cité :* Voir en ce sens l'avis n° 59.814/2/V donné le 25 août 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales'(http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59814.pdf).

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

À l'article 20, la phrase « Cette expérience et cette aptitude sont attestées au moyen du portfolio visé à l'article 8 de la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé » sera par conséquent omise.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément aux articles 23, § 1er, alinéas 1er et 3, 71 et 141, alinéa 2, de la loi 'relative à l'exercice des professions des soins de santé', coordonnée le 10 mai 2015, le projet doit être soumis à l'avis du Conseil fédéral des professions paramédicales et à celui de la Commission technique des professions paramédicales.

En l'espèce, les alinéas 4 et 5 du préambule font référence respectivement à l'avis n° 2017/03 du 22 juin 2017 du Conseil fédéral des professions paramédicales (ci-après : « le Conseil fédéral ») et à l'avis 2017/02 du 13 juin 2017 de la Commission technique des professions paramédicales (ci-après : « la Commission technique »).

Ainsi que l'a jugé le Conseil d'État dans son arrêt n° 251.846 du 14 octobre 2021,

> « [o]pdat een advies kan worden aanzien als uitgebracht met kennis van zaken, is niet vereist - zoals de tegenpartijen terecht opwerpen - dat een ontwerp van koninklijk besluit is voorgelegd, maar dient de aan dat adviesorgaan voorgelegde tekst tenminste de fundamentele opties uiteen te zetten waarop de door de bevoegde overheid overwogen maatregelen steunen ».

L'avis n° 2017/03 du Conseil fédéral du 22 juin 2017 « concernant les technologues orthopédiques » et l'avis n° 2017/02 de la Commission technique du 13 juin 2017 « concernant les technologues orthopédiques » font suite à la demande reçue de la Ministre de la Santé publique en date du 12 décembre 2016 de rendre un avis « en complément des avis CNPP 2013/06, CNPP 2015/03 et CTPP 2015/03 en ce qui concerne :

– une solution pour les cordonniers orthopédiques artisanaux dans le cadre de la proposition de technologue orthopédique en technologie de la chaussure ;

– le rôle des pharmaciens dans la technologie orthopédique ».

Ces deux avis constituent ainsi des avis « complémentaires » à ceux déjà rendus en 2013 et en 2015 et comprennent trois volets :

– une proposition de solution pour les cordonniers orthopédiques artisanaux ;

– une proposition relative à la reconnaissance du rôle des pharmaciens dans le domaine de la technologie orthopédique ;

– une reformulation de certains points de l'avis de la Commission technique n° 2015/03.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Il convient enfin de noter que le Conseil fédéral et la Commission technique ont rendu un avis conjoint n° 2020/01 en date du 17 décembre 2020 « concernant la formation de Technologue Orthopédique mettant en place une quatrième année de stage professionnel post-diplomation » [4]. Cet avis conjoint précise, d'une part, que les avis rendus en 2017 sont toujours d'application [5] et, d'autre part, formule des recommandations sur la question spécifique du stage professionnel dans le cadre de la formation de technologue orthopédique.

À la lecture de ces différents avis, il apparaît que ceux-ci s'apparentent en réalité davantage à des propositions et des recommandations formulées par rapport à la question de l'exercice de la profession de technologue orthopédique. Il ne paraît pas ressortir de ces avis que le projet à l'examen ou un document exposant les options fondamentales sur lesquelles repose le projet aurait préalablement été soumis à la Commission technique et au Conseil fédéral.

L'auteur du projet s'assurera par conséquent que la Commission technique et le Conseil fédéral ont bien été en mesure de se prononcer en connaissance de cause dans les différents avis cités.

Il est rappelé pour le surplus que le délai qui s'écoule entre l'accomplissement de formalités précédant une décision et celle-ci doit en principe être bref. En l'espèce, plus de cinq années se sont écoulées depuis les avis rendus en juin 2017. S'il est exact que, dans leur avis conjoint n° 2020/01 du 17 décembre 2020 « concernant la formation de Technologue Orthopédique mettant en place une quatrième année de stage professionnel post-diplomation », le Conseil fédéral et la Commission technique ont précisé que les avis rendus 2017 étaient toujours d'application, il y a lieu de noter que cet avis conjoint a lui-même été émis il y a presque deux ans. Il n'est donc pas exclu que d'autres considérations et modifications puissent être formulées deux ans plus tard au vu de l'évolution des circonstances de fait et de droit [6]. En tout état de cause, l'autorité ne peut se fonder sur les formalités qui ont été accomplies que s'il est démontré que les circonstances de fait et de droit à prendre en compte n'ont pas évolué à un point tel que la procédure suivie devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si cette condition est remplie dans le cas présent, la section de législation ne disposant pas des éléments d'information pertinents pour porter pareille appréciation.

En conclusion, l'auteur du projet s'assurera par conséquent du correct accomplissement des deux formalités susmentionnées. À défaut, le projet s'expose à un risque d'annulation par la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

---

[4] https://organesdeconcertation.sante.belgique.be/sites/default/files/documents/avis_cfpp_ctpp_2020-01_-_advies_frpb_tcpb_2020-01.pdf. Cet avis conjoint n'est toutefois pas visé au préambule du projet à l'examen.

[5] Page 3 de l'avis conjoint.

[6] Il est constaté en effet que les recommandations et propositions émises par les instances consultées ont évolué au fil du temps. Par exemple, à la page 1 de l'avis n° 2015/03 de la Commission technique, il est indiqué que « [l]a Commission suit ainsi l'avis 2013/06 du CNPP, mais considère qu'il est préférable de créer un cadre pour ces professions ». De même, à la page 2 de l'avis n° 2017/03 du Conseil fédéral, il est indiqué que « le Conseil et la Commission souhaitent reformuler l'avis CTPP 2015/03 et accentuer le rôle des différents praticiens professionnels par secteur d'activités, de sorte que dans ledit avis, le choix se porte non pas sur un titre professionnel et plusieurs titres professionnels particuliers complémentaires (une subdivision préfabriqué vs travail sur mesure), mais sur quatre titres professionnels distincts. À cet égard, les travaux se sont davantage basés sur la situation sur le terrain, tant en Belgique que sur la scène internationale ».

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 71, § 1er, alinéa 1er, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 autorise le Roi à préciser les prestations techniques auxiliaires qui relèvent d'une prestation paramédicale et à fixer les conditions de leur exécution.

Bien que le texte de l'article 71, § 1er, alinéa 1er, ne le mentionne pas expressément, une condition peut consister en une prescription préalable par un médecin ou un médecin spécialiste. C'est ce que font les articles 10, 2° et 3°, 12, 2° et 3°, 14, 2° et 3°, et 16, 2°, du projet.

Cependant, comme l'a jugé un arrêt n° 160.995 du 5 juillet 2006 du Conseil d'État, la condition de prescription médicale circonstanciée limite la liberté d'activité des titulaires d'une profession médicale. Elle ne peut dès lors être conforme à la liberté de commerce et d'industrie [7] que si elle peut être raisonnablement justifiée.

Cette jurisprudence paraît applicable en l'espèce.

Il appartient donc à l'auteur du projet de pouvoir justifier l'exigence d'une prescription médicale préalable. À défaut, le projet s'expose à un risque d'annulation par la section du contentieux administratif du Conseil d'État [8].

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1er sera complété par le visa de l'article 72, § 2, alinéa 1er, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé' [9], modifié par la loi du 22 juin 2016.

Il y a également lieu de préciser que l'article 23, § 1er, alinéas 1er et 3, a été modifié par la loi du 11 août 2017 et que l'article 71 a été modifié par la loi du 22 juin 2016.

2. À l'alinéa 3 du texte français, le mot « juni » sera remplacé par le mot « juin ».

[7] Voir l'arrêt n° 66/2015 du 21 mai 2015 de la Cour constitutionnelle, B.11.7 et B.11.8.

[8] Voir en ce sens l'avis 64.968/2 donné le 9 janvier 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 février 2019 'relatif à la profession d'orthoptiste-optométriste', l'avis 56.070/2 donné le 12 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 mars 2016 'relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de podologue et portant fixation des prestations techniques et des actes dont le podologue peut être chargé par un médecin' et l'avis 62.275/2 donné le 6 novembre 2017 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2017 'relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de technologue en imagerie médicale et portant fixation de la liste des prestations techniques et de la liste des actes dont celui-ci peut être chargé par un médecin' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62275.pdf).

[9] Voir dans le même sens l'avis 64.968/2 donné le 9 janvier 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 février 2019 'relatif à la profession d'orthoptiste-optométriste' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64968.pdf).

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2 fait double emploi avec l'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales' dont le projet fait l'objet de l'avis 72.308/2 donné ce jour.

Il sera donc omis du présent projet.

Article 4

De l'accord du délégué du Ministre, le 19° sera omis dès lors qu'il concerne spécifiquement la profession de technologue orthopédique en aides à la mobilité.

Ainsi que l'a confirmé le même délégué, ce point trouverait par conséquent mieux sa place sous l'article 5, 1°.

Articles 5 à 8 et 18

Le 3° des articles 5 à 8 prévoit que le programme de formation pour les professions concernées doit comprendre un stage d'au moins 500 heures réalisé sous la supervision respectivement d'un technologue orthopédique agréé en aides à la mobilité (article 5), d'un technologue en bandagisterie et orthésiologie (article 6), d'un technologue orthopédique spécialisé en prothésiologie (article 7) et d'un technologue orthopédique en technologie de la chaussure (article 8). Ces dispositions requièrent que les superviseurs du stage disposent d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années.

Alors qu'aux termes de l'article 5, le superviseur de stage doit être agréé, cette condition n'est pas prévue en ce qui concerne les superviseurs de stage dont il est question aux articles 6 à 8 du projet.

Il y a lieu de compléter ces derniers en ce sens. En effet, tant que la supervision des stages ne sera pas assurée par des technologues agréés selon les nouvelles conditions de formation fixées par les articles 4 à 9, une fois le projet en vigueur, elle devra l'être par les personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur du projet, sont agréées selon l'ancienne règlementation en tant que bandagiste, orthopédiste et prothésiste mais pourront porter l'un des quatre nouveaux titres prévus en application de l'article 18 du projet [10]. Il va de soi que, sauf à manquer de pertinence au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, c'est dans ce seul sens que la condition prescrite par le 3° des articles 5 à 8 doit être lue.

[10] Voir l'observation particulière formulée sous l'article 18.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Article 10

1.1. La phrase liminaire du 2° comprend deux astérisques. Il se comprend que le texte suivant le second astérisque est explicatif des cas dans lesquels les prestations techniques énoncées dans la suite de cette disposition peuvent être exécutées par un technologue orthopédique en aides à la mobilité à la condition de disposer d'une prescription médicale initiale, ainsi que le montre le fait que le premier astérisque figure entre les mots « requièrent initialement » et « une prescription d'un médecin ».

De même qu'il n'y a pas lieu de placer une note de bas de page au sein d'un texte normatif, il ne convient pas d'utiliser le procédé ici utilisé, qui crée une rupture grammaticale dans l'énoncé de la règle tout en créant un doute quant au caractère exclusivement normatif du texte suivant le second astérisque [11].

Les deux astérisques seront donc omis et le texte suivant le second sera déplacé de manière à s'insérer correctement au sein de l'article 10, moyennant, s'il y a lieu, les renvois pertinents.

1.2. Pour les mêmes motifs, il n'est pas non plus recommandé de placer des textes entre parenthèses dans un texte normatif [12].

Les signes et les mots « (d'un soupçon) » seront donc omis du texte suivant le second astérisque, qui sera complété de manière à présenter et rédiger ce dispositif de manière continue.

1.3. Ces observations valent, *mutatis mutandis*, pour les articles 12, 2° et 3°, 14, 2°, et 16, 2°.

2. Les points i), ii) et iii) placés sous le *littera* c) de l'article 10, 2°, paraissent se rapporter également aux *litterae* a) et b) de la même disposition, à défaut de quoi ces derniers *litterae* apparaîtraient comme ayant une portée générale et couvrant donc aussi le champ d'application des dispositifs visés au 1° et au 3° du même article 10, ce qui ne saurait se concevoir.

Si telle est l'intention, le texte sera revu de manière à faire apparaître clairement que les points i), ii) et iii) se rapportent non seulement au *littera* c) mais aussi aux *litterae* a) et b). Si l'intention est différente, sa traduction dans le dispositif sera en tout état de cause clarifiée.

Une observation analogue vaut pour les articles 12, 3°, 14, 2°, et 16, 2°.

3. Le 3° prévoit que les prestations techniques pouvant être exécutées par un technologue orthopédique en aides à la mobilité qui y sont énumérées requièrent une prescription d'un médecin « après une consultation multidisciplinaire ».

[11] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

[12] *Ibidem*.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Le dispositif sera complété afin de préciser ce que recouvre une telle consultation.

La même observation vaut pour l'article 14, 3°.

Article 11

Entre la phrase liminaire et l'énumération qui la suit, se trouvent placés le mot et le signe « postopératoire : », qui ne sont pas insérés dans une phrase et qui ne contribuent donc pas à l'énoncé d'un texte normatif.

Ils seront omis et le texte sera revu pour traduire l'intention qui aurait été poursuivie en les insérant dans le dispositif en projet.

La même observation vaut pour les articles 13, 15 et 17.

Article 18

Tel qu'il est rédigé, l'article 18 ne précise pas les titres professionnels pour lesquels il faut être agréé par l'INAMI pour pouvoir être agréé pour un ou plusieurs titres professionnels des quatre professions de technologue orthopédique visées à l'article 2.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé qu'il s'agissait des titres professionnels suivants : bandagiste, orthopédiste et prothésiste.

Dans un souci de sécurité juridique, l'article 18 sera complété de manière à clairement faire apparaître la correspondance exacte entre chacun des trois anciens titres et chacun des quatre nouveaux titres consacrés par le projet.

Article 19

Tel qu'il est rédigé, l'article 19 peut laisser accroire qu'il suffit d'avoir commencé la formation visée au plus tard avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté à l'examen pour être assimilé aux personnes qui satisfont aux conditions de qualification visées aux articles 4 à 9 et ce, peu importe si la personne poursuit ou non cette formation jusqu'à son terme.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Interrogé quant à l'intention poursuivie, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Non, il faut l'avoir terminée, aussi.

Projet de nouvelle mouture de l'article 19 :

'Art. 19. Les personnes qui ont commencé, au plus tard avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une formation de bandagiste, orthésiste, prothésiste, telle que décrite aux articles 4 à 9 de l'arrêté royal du 6 mars 1997 relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de bandagiste, d'orthésiste, de prothésiste et portant fixation de la liste des prestations techniques et de la liste des actes dont le bandagiste, l'orthésiste, le prothésiste peut être chargé par un médecin, *et qui ont terminé cette formation au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté*, sont assimilées aux personnes qui satisfont aux conditions de qualification visées aux articles 4 à 9.

Un agrément est octroyé à ces personnes à leur demande' ».

L'article 19 sera par conséquent modifié en ce sens mais l'alinéa 1er proposé gagnerait à être complété, *in fine*, par les mots « du présent arrêté » de manière à ne pas confondre la référence faite en fin de texte « aux articles 4 à 9 » avec la référence « aux articles 4 à 9 de l'arrêté royal du 6 mars 1997 relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de bandagiste, d'orthésiste, de prothésiste et portant fixation de la liste des prestations techniques et de la liste des actes dont le bandagiste, l'orthésiste », faite au début du même alinéa 1er proposé.

*

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID

Hoofdstuk 5 bevat overgangsmaatregelen die ertoe strekken de toekenning van de erkenning te regelen voor bepaalde personen die de betreffende beroepen reeds hebben uitgeoefend of die hun opleiding hebben aangevat voor de inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp, of die ertoe strekken dat personen die bepaalde prestaties of handelingen hebben verricht, deze onder de vermelde voorwaarden kunnen blijven verrichten.

De gemeenschappen zijn sedert de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming' bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen, met naleving van de erkenningsvoorwaarden die door de federale overheid zijn bepaald.[1]

Dienaangaande heeft de afdeling Wetgeving in haar advies 69.550/2/VR het volgende uiteengezet:

> "En application de l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 7°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980, il revient aux communautés de régler la durée de validité d'un agrément d'une profession des soins de santé, la fixation d'une telle durée étant inhérente à 'l'agrément' des professions des soins de santé, matière pour laquelle les communautés sont compétentes.
>
> Ce constat n'empêche pas que, dans le cadre de sa compétence de déterminer les conditions d'agrément des dites professions, l'autorité fédérale peut adopter des conditions d'agrément différentes en fonction d'un critère temporel, par exemple en prévoyant un agrément provisoire soumis à des conditions d'agrément moins strictes suivi d'un agrément soumis à des conditions plus strictes.

[1] Artikel 5, § 1, I, eerste lid, 7°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', ingevoegd bij artikel 6 van de voornoemde bijzondere wet van 6 januari 2014. De weerslag van de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 op de bevoegdheidsverdeling inzake de regelgeving betreffende de gezondheidszorgberoepen, is besproken in meerdere adviezen van de afdeling Wetgeving over ontwerpen die haar door zowel de federale overheid als de gemeenschappen zijn voorgelegd [zie inzonderheid advies 65.203/VR van 25 maart 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap 'zur Festlegung des Verfahrens zur Zulassung, Registrierung und Anerkennung der Fachkräfte der Gesundheitspflegeberufe und zur Ausstellung des Europäischen Berufsausweises' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65203.pdf) en advies 69.550/2/VR van 14 juli 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 november 2021 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69550.pdf), alsook de talrijke adviezen waarnaar deze beide adviezen verwijzen].

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

> Il est également envisageable que l'autorité fédérale, à l'occasion de la détermination des conditions d'agrément d'une profession des soins de santé, estime nécessaire de prévoir des mesures transitoires et d'en déterminer la durée avant que s'appliquent les conditions d'agrément liées à la réglementation permanente qu'elle conçoit".[2]

De bepalingen van hoofdstuk 5 vallen derhalve inderdaad onder de bevoegdheid van de federale overheid, onder voorbehoud van de volgende opmerking.

Artikel 20 machtigt bepaalde personen die bepaalde prestaties of handelingen hebben verricht, om dezelfde prestaties of handelingen te blijven verrichten onder dezelfde voorwaarden als de beoefenaars van het beroep van orthopedisch technoloog die deze prestaties of handelingen verrichten, mits zij hun ervaring in en bekwaamheid tot het verrichten van die prestaties en handelingen aantonen. Het bewijs van die bekwaamheid en ervaring moet worden geleverd aan de bevoegde erkenningscommissies van de gefedereerde entiteiten, middels het portfolio zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 22 april 2019 'inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg'.

In dat verband heeft de afdeling Wetgeving het volgende te kennen gegeven in haar voormelde advies 69.550/2/VR:

> "L'article 7, alinéa 3, énonce que
>
> '[l]a dérogation à l'agrément sur la base des droits acquis est accordée à durée indéterminée uniquement pour les actes et/ou prestations techniques fixés en annexe à l'arrêté ministériel octroyant la dérogation.'
>
> Si cette disposition a bien pour objet de viser la situation dans laquelle l'autorité fédérale autorise certaines personnes qui ont effectué certaines prestations ou posé certains actes à continuer à exécuter les mêmes prestations ou poser les mêmes actes dans les mêmes conditions que les praticiens de la profession paramédicale visée, pour autant qu'ils démontrent leur aptitude à les effectuer (la notion de 'dérogation à l'agrément sur la base des droits acquis' n'étant pas définie dans le texte à l'examen), le projet excède la compétence de la Communauté française. En effet, dès lors que l'autorité fédérale n'impose précisément pas d'agrément dans ce cas (mais une simple notification auprès de l'autorité compétente), il n'appartient par conséquent pas aux communautés de fixer une quelconque durée à cette dispense d'agrément. Les communautés sont en revanche compétentes pour définir les modalités encadrant cette obligation de notification (notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 3, sera rapportée).[3] L'alinéa 3, tel qu'il est rédigé, sera dès lors omis".

Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de federale overheid niet bevoegd is om te bepalen op welke wijze het bewijs van het verrichten van de in artikel 20 bedoelde prestaties of handelingen moet worden geleverd.

[2] Advies 69.550/2/VR van 14 juli 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 november 2021 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69550.pdf).

[3] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies*: Voir en ce sens l'avis n° 59.814/2/V donné le 25 août 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 'fixant la procédure d'agrément des praticiens des professions paramédicales'(http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59814.pdf).

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

In artikel 20 dient de zin "Deze ervaring en bekwaamheid worden aangetoond middels het portfolio zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 22 april 2019 inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg" dan ook te worden weggelaten.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig de artikelen 23, § 1, eerste en derde lid, 71 en 141, tweede lid, van de wet 'betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen', gecoördineerd op 10 mei 2015, moet het ontwerp om advies worden voorgelegd aan de Federale raad voor de paramedische beroepen en aan de Technische Commissie voor de paramedische beroepen.

In casu wordt in het vierde en het vijfde lid van de aanhef verwezen naar respectievelijk advies 2017/03 van de Federale raad voor de paramedische beroepen (hierna: "de Federale raad") van 22 juni 2017 en advies 2017/02 van de Technische Commissie voor de paramedische beroepen (hierna: "de Technische Commissie") van 13 juni 2017.

De Raad van State heeft in arrest nr. 251.846 van 14 oktober 2021 het volgende geoordeeld:

> "Opdat een advies kan worden aanzien als uitgebracht met kennis van zaken, is niet vereist - zoals de tegenpartijen terecht opwerpen - dat een ontwerp van koninklijk besluit is voorgelegd, maar dient de aan dat adviesorgaan voorgelegde tekst tenminste de fundamentele opties uiteen te zetten waarop de door de bevoegde overheid overwogen maatregelen steunen".

Advies 2017/03 van de Federale raad van 22 juni 2017 "betreffende de orthopedisch technologen" en advies 2017/02 van de Technische Commissie van 13 juni 2017 "betreffende de orthopedisch technologen" geven gevolg aan het verzoek van de minister van Volksgezondheid, ontvangen op 12 december 2016, om een advies te geven "in aanvulling op de adviezen NRPB 2013/06, NRPB 2015/03 en TCPB 2015/03 over:

– een oplossing voor de artisanale orthopedische schoenmaker binnen het voorstel tot orthopedisch technoloog in de schoentechnologie

– de rol van de apothekers in de orthopedische technologie".

Die twee adviezen vormen aldus een "aanvulling" op de adviezen die al in 2013 en in 2015 zijn gegeven, en bestaan uit drie luiken:

– een voorstel van oplossing voor de artisanale orthopedische schoenmakers;

– een voorstel in verband met het erkennen van de rol van de apothekers binnen de orthopedische technologie;

– een herformulering van bepaalde punten van advies 2015/03 van de Technische Commissie.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Ten slotte dient te worden opgemerkt dat de Federale raad en de Technische Commissie op 17 december 2020 gezamenlijk advies 2020/01 hebben uitgebracht "betreffende de opleiding van Orthopedisch Technoloog die een vierde jaar naschoolse professionele stage opzet".[4] In dat gezamenlijke advies wordt enerzijds nader gesteld dat de in 2017 gegeven adviezen nog steeds van toepassing zijn,[5] en worden anderzijds aanbevelingen gedaan voor de specifieke kwestie van de professionele stage in het kader van de opleiding tot orthopedisch technoloog.

Uit de tekst van die verschillende adviezen blijkt dat deze in werkelijkheid meer weg hebben van voorstellen en aanbevelingen in verband met de kwestie van de uitoefening van het beroep van orthopedische technoloog. Uit die adviezen blijkt niet dat het voorliggende ontwerp, of een document dat de fundamentele beleidskeuzen uiteenzet waarop het ontwerp berust, voorafgaandelijk zou zijn voorgelegd aan de Technische Commissie en aan de Federale raad.

De steller van het ontwerp moet er zich bijgevolg van vergewissen dat de Technische Commissie en de Federale raad zich in de verschillende aangehaalde adviezen met kennis van zaken hebben kunnen uitspreken.

Er wordt bovendien aan herinnerd dat de termijn tussen de vervulling van vormvereisten voorafgaand aan een beslissing en de beslissing zelf, in principe kort moet zijn. *In casu* zijn meer dan vijf jaren verstreken sinds de adviezen van juni 2017. De Federale raad en de Technische Commissie hebben in hun gezamenlijke advies 2020/01 van 17 december 2020 "betreffende de opleiding van Orthopedisch Technoloog die een vierde jaar naschoolse professionele stage opzet" weliswaar gesteld dat de adviezen van 2017 nog altijd van toepassing waren, maar er dient te worden opgemerkt dat dat gezamenlijke advies zelf al bijna twee jaar geleden is gegeven. Het is dus niet uitgesloten dat, gelet op de evolutie van de feitelijke en juridische omstandigheden, twee jaar later andere overwegingen en wijzigingen kunnen worden geformuleerd.[6] In ieder geval kan de overheid zich alleen baseren op de vervulde vormvereisten als is aangetoond dat de in aanmerking te nemen feitelijke en juridische omstandigheden niet dusdanig zijn geëvolueerd dat de gevolgde procedure ter zake niet meer relevant lijkt. De steller van het ontwerp dient na te gaan of *in casu* aan die voorwaarde is voldaan, aangezien de afdeling Wetgeving niet over de pertinente informatie beschikt om een dergelijke beoordeling te maken.

[4] https://overlegorganen.gezondheid.belgie.be/sites/default/files/documents/avis_cfpp_ctpp_2020-01_-_advies_frpb_tcpb_2020-01.pdf. Er wordt in de aanhef van het voorliggende ontwerp evenwel niet naar dat gezamenlijke advies verwezen.

[5] Pagina 3 van het gezamenlijke advies.

[6] Er wordt immers vastgesteld dat de aanbevelingen en voorstellen van de geraadpleegde instanties met verloop van tijd geëvolueerd zijn. Op pagina 1 van advies 2015/03 van de Technische Commissie wordt bijvoorbeeld aangegeven dat de "Commissie (…) hierbij het advies 2013/06 van de NRPB [volgt], maar (…) het beter [acht] om een kader te creëren voor deze beroepen". Evenzo wordt op pagina 2 van advies 2017/03 van de Federale raad aangegeven dat "de Raad en de Commissie het advies TCPB 2015/03 [wensen] te herformuleren en meer nadruk [wensen] te leggen op de rol van de verschillende beroepsbeoefenaars per activiteitensector waardoor in dit advies niet gekozen wordt voor een beroepstitel en verschillende bijkomende bijzondere beroepstitels (een onderverdeling prefab versus maatwerk), maar voor vier afzonderlijke beroepstitels. Daarbij werd meer uitgegaan van de situatie op het terrein, zowel nationaal als internationaal".

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

De conclusie is dan ook dat de steller van het ontwerp er zich bijgevolg van moet vergewissen dat de twee bovenvermelde vormvereisten naar behoren worden vervuld. Zo niet bestaat het risico dat het ontwerp nietig wordt verklaard door de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

ALGEMENE OPMERKING

Bij artikel 71, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 wordt de Koning ertoe gemachtigd de technische paramedische hulpprestaties nader te bepalen en vast te stellen onder welke voorwaarden ze moeten worden uitgevoerd.

Hoewel dit in de tekst van artikel 71, § 1, eerste lid, niet uitdrukkelijk wordt vermeld, kan een van die voorwaarden een voorafgaand voorschrift van een arts of van een arts-specialist zijn. Dat is wat in de artikelen 10, 2° en 3°, 12, 2° en 3°, 14, 2° en 3°, en 16, 2°, van het ontwerp wordt bepaald.

In arrest nr. 160.995 van de Raad van State van 5 juli 2006 is echter geoordeeld dat de voorwaarde van een uitvoerig medisch voorschrift een beperking inhoudt van de vrijheid van de beoefenaars van een medisch beroep om hun beroepsactiviteit uit te oefenen. Die voorwaarde kan derhalve enkel stroken met de vrijheid van handel en nijverheid[7] als ze redelijk kan worden verantwoord.

Die rechtspraak blijkt *in casu* van toepassing te zijn.

De steller van het ontwerp moet dan ook het vereiste van een voorafgaand medisch voorschrift kunnen verantwoorden. Zo niet bestaat het gevaar dat het ontwerp door de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State wordt vernietigd.[8]

[7] Zie arrest nr. 66/2015 d.d. 21 mei 2015 van het Grondwettelijk Hof, B.11.7 en B.11.8.

[8] Zie in die zin advies 64.968/2 van 9 januari 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 februari 2019 'betreffende het beroep van orthoptist-optometrist', advies 56.070/2 van 12 mei 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 7 maart 2016 'betreffende de beroepstitel en de kwalificatievereisten voor de uitoefening van het beroep van podoloog en houdende vaststelling van de technische prestaties en van de handelingen waarmee de podoloog door een arts kan worden belast' en advies 62.275/2 van 6 november 2017 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 22 december 2017 'betreffende de beroepstitel en de kwalificatievereisten voor de uitoefening van het beroep van technoloog medische beeldvorming en houdende vaststelling van de lijst van de technische prestaties en van de lijst van handelingen waarmee deze laatste door een arts kan worden belast' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62275.pdf).

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet worden aangevuld met de verwijzing naar artikel 72, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 'betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen',[9] dat is gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016.

Er moet ook nader worden aangegeven dat artikel 23, § 1, eerste en derde lid, gewijzigd is bij de wet van 11 augustus 2017 en dat artikel 71 gewijzigd is bij de wet van 22 juni 2016.

2. In het derde lid van de Franse tekst moet het woord "juni" worden vervangen door het woord "juin".

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2 overlapt het koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van de paramedische beroepen', over het ontwerp waarvan vandaag advies 72.308/2 is gegeven.

Het artikel moet dan ook worden weggelaten uit dit ontwerp.

Artikel 4

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat punt 19° moet worden weggelaten, aangezien het specifiek betrekking heeft op het beroep van orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen.

Dezelfde gemachtigde heeft beaamd dat dat punt bijgevolg veeleer in artikel 5, 1°, thuishoort.

[9] Zie in dezelfde zin advies 64.968/2 van 9 januari 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 februari 2019 'betreffende het beroep van orthoptist-optometrist' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64968.pdf).

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Artikelen 5 tot 8 en 18

In punt 3° van de artikelen 5 tot 8 wordt bepaald dat het opleidingsprogramma voor de betrokken beroepen een stage van minstens 500 uren moet omvatten die wordt doorlopen onder begeleiding van respectievelijk een erkend orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen (artikel 5), een technoloog in de bandagisterie en de orthesiologie (artikel 6), een orthopedisch technoloog gespecialiseerd in de prothesiologie (artikel 7) en een orthopedisch technoloog in de schoentechnologie (artikel 8). Volgens die bepalingen is voor de stagebegeleiders een werkervaring van minimum vijf jaar vereist.

Terwijl artikel 5 bepaalt dat de stagebegeleider erkend moet zijn, geldt die voorwaarde niet voor de stagebegeleiders waarvan sprake is in de artikelen 6 tot 8 van het ontwerp.

Die laatste artikelen moeten in die zin worden aangevuld. Zolang de stages niet worden begeleid door technologen die zijn erkend overeenkomstig de nieuwe opleidingsvoorwaarden vastgesteld in de artikelen 4 tot 9, zullen ze vanaf de inwerkingtreding van dit ontwerp immers moeten worden begeleid door de personen die, op de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, volgens de vroegere regeling een erkenning hebben als bandagist, orthopedist en prothesist, maar die een van de vier nieuwe titels zullen mogen voeren waarin met toepassing van artikel 18 van het ontwerp wordt voorzien.[10] Het spreekt vanzelf dat het vereiste, voorgeschreven in punt 3° van de artikelen 5 tot 8, enkel in die zin moet worden begrepen, tenzij het niet meer relevant zou zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Artikel 10

1.1. In de inleidende zin van de bepaling onder 2° staan twee asterisken. Het is duidelijk dat de tekst na de tweede asterisk toelichting geeft bij de gevallen waarin de technische prestaties die verder in die bepaling worden opgesomd, door een orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen mogen worden uitgevoerd, op voorwaarde dat hij over het initiële medisch voorschrift beschikt, zoals blijkt uit het feit dat de eerste asterisk staat tussen het woord "initieel" en de woorden "een voorschrift van een arts vereisen".

Net zoals er in een normatieve tekst geen voetnoten mogen worden opgenomen, is ook de hier gevolgde werkwijze ondeugdelijk: ze maakt dat de regel grammaticaal niet correct geredigeerd is en doet twijfel ontstaan over het feit of de tekst na de tweede asterisk wel louter normatief is.[11]

De twee asterisken moeten dan ook worden weggelaten en het stuk tekst na de tweede asterisk moet worden verplaatst zodat het correct wordt geïntegreerd in artikel 10, met, zo nodig, de relevante verwijzingen.

[10] Zie de bijzondere opmerking over artikel 18.

[11] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 86.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

1.2. Om dezelfde redenen verdient het evenmin aanbeveling in een normatieve tekst passages tussen haakjes te plaatsen.[12]

De tekens en de woorden "(vermoeden van)" moeten dan ook worden weggelaten uit de tekst na de tweede asterisk. Die tekst moet worden aangevuld zodat het dispositief als een doorlopende tekst wordt geredigeerd en er ook zo uitziet.

1.3. Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor de artikelen 12, 2° en 3°, 14, 2°, en 16, 2°.

2. De punten i), ii) en iii) in *littera* c) van artikel 10, 2°, lijken eveneens betrekking te hebben op de *litterae* a) en b) van dezelfde bepaling. Zo niet, zou het zich laten aanzien dat die laatste *litterae* een algemene draagwijdte hebben en dus ook het toepassingsgebied bestrijken van de dispositieven bedoeld in de bepalingen onder 1° en 3° van hetzelfde artikel 10, wat ondenkbaar is.

Als dat de bedoeling is, moet de tekst worden herzien zodat duidelijk naar voren komt dat de punten i), ii) en iii) niet enkel betrekking hebben op *littera* c), maar ook op de *litterae* a) en b). Indien niet, moet in het dispositief alleszins worden verduidelijkt wat dan wel de bedoeling is.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 12, 3°, 14, 2°, en 16, 2°.

3. In de bepaling onder 3° wordt gesteld dat de daarin opgesomde technische prestaties die door een orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen mogen worden verricht, een voorschrift van een arts vereisen "na multidisciplinair consult".

Het dispositief moet aanvullend verduidelijken wat een dergelijk consult inhoudt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, 3°.

Artikel 11

Tussen de inleidende zin en de daaropvolgende opsomming staat de vermelding "postoperatief:". Deze maakt geen deel uit van een zin en speelt dus geen rol in de formulering van een normatieve tekst.

Ze moet worden weggelaten en de tekst moet worden herzien zodat duidelijk wordt wat de bedoeling was van die vermelding in het ontworpen dispositief.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13, 15 en 17.

[12] *Ibidem*.

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Artikel 18

Zoals artikel 18 nu luidt, preciseert het niet voor welke beroepstitels men een erkenning van het RIZIV moet hebben om te kunnen worden erkend voor een of meer beroepstitels van de vier beroepen van orthopedisch technoloog bedoeld in artikel 2.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister verduidelijkt dat het ging om de beroepstitels van bandagist, orthopedist en prothesist.

Ter wille van de rechtszekerheid moet artikel 18 worden aangevuld zodat duidelijk naar voren komt wat de exacte overeenstemming is tussen elk van de drie oude titels en elk van de vier nieuwe titels waarin het ontwerp voorziet.

Artikel 19

Zoals artikel 19 nu luidt, kan het de indruk wekken dat het volstaat ten laatste tegen de datum van inwerkingtreding van het voorliggende besluit de bedoelde opleiding te hebben aangevat om te worden gelijkgesteld met de personen die voldoen aan de kwalificatievereisten bedoeld in de artikelen 4 tot 9, en dit ongeacht of de persoon die opleiding voleindigt of niet.

Op de vraag wat de bedoeling is van dit artikel, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"Non, il faut l'avoir terminée, aussi.

Projet de nouvelle mouture de l'article 19

'Art. 19. Les personnes qui ont commencé, au plus tard avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une formation de bandagiste, orthésiste, prothésiste, telle que décrite aux articles 4 à 9 de l'arrêté royal du 6 mars 1997 relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de bandagiste, d'orthésiste, de prothésiste et portant fixation de la liste des prestations techniques et de la liste des actes dont le bandagiste, l'orthésiste, le prothésiste peut être chargé par un médecin, *et qui ont terminé cette formation au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté*, sont assimilées aux personnes qui satisfont aux conditions de qualification visées aux articles 4 à 9.

Un agrément est octroyé à ces personnes à leur demande'".

‡LW-BELWJEAJ-HCDAGVT‡

Artikel 19 moet bijgevolg in die zin worden gewijzigd maar het verdient aanbeveling het voorgestelde eerste lid *in fine* aan te vullen met de woorden "van dit besluit", zodat de verwijzing naar de "artikelen 4 tot en met 9" aan het einde van de tekst niet kan worden verward met de verwijzing, aan het begin van datzelfde voorgestelde eerste lid, naar de "artikelen 4 tot en met 9 van het koninklijk besluit van 6 maart 1997 betreffende de beroepstitel en de kwalificatievereisten voor de uitoefening van het beroep van bandagist, van orthesist, van prothesist en houdende vaststelling van de lijst van technische prestaties en de lijst van handelingen waarmee een bandagist, orthesist, prothesist door een arts kan worden belast".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-BELWJEJAJ-HCDAGVT‡